



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

CEP/2003/22  
11 août 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Dixième session

(Genève, 20-22 octobre 2003)

(Point 6 d) de l'ordre du jour provisoire)

**PLAN-CADRE DES TRAVAUX SUR L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DONNANT SUITE À LA CONFÉRENCE DE KIEV**

Note du secrétariat

**I. HISTORIQUE**

1. Reconnaissant que l'éducation est un outil essentiel à la protection de l'environnement et au développement durable, et que l'éducation à l'environnement porte sur une gamme de plus en plus large de questions figurant dans Action 21, les ministres de l'environnement de la CEE ont adopté la Déclaration sur l'éducation au développement durable (ECE/CEP/102/Rev.1) par acclamation, lors de leur Conférence de Kiev (21-23 mai 2003). Ils ont invité tous les pays à intégrer le développement durable dans leur système d'enseignement à tous les niveaux, de l'enseignement préscolaire à l'enseignement supérieur, en passant par les formes non institutionnelles d'enseignement, afin de promouvoir l'éducation en tant que catalyseur du changement. Ils se sont aussi félicités de la proclamation par l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session (décembre 2002) de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable à partir de 2005, et ont convenu de prendre en main sa promotion à l'échelle régionale.

2. Il est prévu dans la Déclaration que la CEE élaborera sa stratégie pour l'éducation au développement durable en étroite coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Conseil de l'Europe et d'autres acteurs compétents.

3. Il ne faut pas oublier dans cette entreprise que l'éducation est intersectorielle et demande la participation de différents ministères ou instances nationales équivalentes.

4. L'éducation au développement durable devrait porter sur la protection de l'environnement, le développement social et le développement économique. Elle demande donc que les différents acteurs internationaux coopèrent au niveau régional:

a) L'UNESCO, qui connaît bien les différentes questions touchant l'éducation;

b) La CEE et d'autres acteurs internationaux, qui connaissent bien les questions d'environnement;

c) Le Conseil de l'Europe, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres acteurs internationaux, qui connaissent bien l'éducation au développement social durable (égalité des sexes, droits de l'homme, démocratie, santé);

d) L'Organisation de coopération et de développement économiques et d'autres acteurs internationaux, qui connaissent bien l'éducation au développement économique durable;

e) Les ONG, centres régionaux pour l'environnement et autres acteurs internationaux qui connaissent bien les questions de l'enseignement non institutionnel et de l'éducation à l'environnement.

5. La CEE assurera les services de secrétariat. Elle a écrit à l'UNESCO et au Conseil de l'Europe pour les informer des résultats de la Conférence de Kiev en ce qui concerne l'éducation pour le développement durable et leur a demandé de désigner des coordonnateurs (experts). D'autres organisations intéressées et compétentes peuvent également participer à cette entreprise.

6. L'élaboration d'une stratégie de la CEE pour l'éducation au développement durable devrait soutenir la Stratégie environnementale pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, s'il y a lieu, et faire partie du programme de travail du Comité des politiques de l'environnement.

7. Il faudra financer ces travaux (voir chap. III ci-après).

## **II. CALENDRIER DES TRAVAUX**

### **A. Phase 1. Institution d'une équipe spéciale de l'éducation au développement durable**

#### **1. Réunion du bureau du Comité des politiques de l'environnement (4 juillet 2003)**

8. Le bureau du Comité a formulé des observations sur la proposition concernant les activités sur l'éducation au développement durable donnant suite à la Conférence de Kiev et a demandé au secrétariat de la CEE de présenter un document révisé au Comité, pour examen à sa dixième session.

9. Les délégations de la Suède et de la Fédération de Russie ont confirmé qu'elles étaient disposées à poursuivre leurs activités de chef de file de cette initiative. La délégation de la Suède a informé le bureau qu'elle pouvait apporter un certain financement et a invité les autres pays à faire de même.

## **2. Dixième session du Comité (20-22 octobre 2003)**

10. Se fondant sur les travaux du bureau, le Comité voudra peut-être charger une équipe spéciale à composition non limitée d'élaborer la stratégie. Outre les États membres, des organisations internationales compétentes, des ONG et d'autres groupements importants pourraient être invités à titre d'observateurs. Le Comité voudra peut-être aussi faire des observations sur les éléments de base de la stratégie de la CEE pour l'éducation au développement durable (ECE/CEP/102/Add.1), et des recommandations sur son contenu.

## **3. Désignation des membres de l'équipe spéciale (novembre 2003-janvier 2004)**

11. Donnant suite à la décision du Comité à sa dixième session, la CEE organisera la procédure de désignation des membres de l'équipe spéciale chargée de l'éducation au développement durable.

12. Il écrira aux ministères des affaires étrangères par l'intermédiaire des missions auprès de l'ONU (avec copie aux ministères de l'environnement et de l'éducation) pour les informer de l'entreprise et les prier de désigner leurs coordonnateurs nationaux: un haut fonctionnaire du Ministère de l'éducation ou d'un organe national équivalent responsable de l'éducation (ou un haut fonctionnaire de l'autorité nationale chargée du développement durable) et/ou un haut fonctionnaire du Ministère de l'environnement (peut-être le délégué au Comité ou au Groupe de travail composé de hauts fonctionnaires). Les coordonnateurs auront pour mission d'être les porte-parole de leur pays au sein de l'équipe spéciale.

13. La CEE tiendra l'UNESCO et le Conseil de l'Europe au courant de la progression des travaux et leur demandera de confirmer la désignation de leurs coordonnateurs. D'autres organisations internationales intéressées peuvent demander à participer activement aux travaux.

14. La CEE informera les ONG et autres groupes importants de la progression des travaux sur son site Web. Les ONG régionales intéressées et d'autres groupes importants ayant l'expérience de l'éducation et du développement durable peuvent participer aux activités.

## **B. Phase 2. Première réunion de l'équipe spéciale chargée de l'éducation au développement durable (février 2004)**

15. Lorsqu'elle aura mis l'équipe spéciale en place, la CEE organisera sa première réunion pour février 2004, laquelle durera deux jours. À cette réunion, l'équipe devrait élire son président ou sa présidente et décider de son plan de travail et de ses méthodes de travail. Elle devrait aussi formuler des observations sur le premier projet de stratégie élaboré par le secrétariat.

16. Lorsqu'elle établira son plan et ses méthodes de travail, elle pourrait confier la formulation de la stratégie à un petit groupe de rédaction dont les membres auraient une grande expérience des mesures éducatives et du développement durable et rédigeraient dans un excellent anglais.

### **C. Phase 3. Rédaction de la stratégie**

17. La stratégie sera fondée sur les éléments de base présentés dans le document ECE/CEP/102/Add.1 établi pour la Conférence de Kiev et suivra de près la Déclaration adoptée par les ministres (ECE/CEP/102/Rev.1). Le plus gros du travail se fera pendant les réunions du groupe de rédaction, mais les membres de ce groupe communiqueront aussi par courriel.

18. Le groupe de rédaction devrait se réunir trois fois: en avril, juillet et novembre 2004.

### **D. Phase 4. Conférence internationale de l'éducation – segment consacré aux ministres de l'éducation de la CEE (UNESCO; Genève, septembre 2004)**

19. À la demande de la délégation suédoise, le secrétariat de la CEE étudie avec l'UNESCO la possibilité d'organiser un segment régional pendant la Conférence internationale de l'éducation de 2004. Au cours de cette conférence, le projet de stratégie pourrait être présenté aux ministères de l'éducation des pays de la CEE, qui formuleraient leurs observations.

### **E. Phase 5. Réunion conjointe de haut niveau pour l'adoption de la stratégie (Genève, février 2005): lancement, au plan régional, de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable**

20. L'UNESCO se propose de lancer dans le monde entier au premier semestre de 2005 la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. Une réunion de haut niveau des ministres de l'environnement et des ministres de l'éducation ou des chefs des organes nationaux équivalents responsables de l'éducation dans les États membres de la CEE pourrait être organisée pour adopter la stratégie de la CEE pour l'éducation au développement durable. La réunion durerait une journée.

### **F. Phase 6. Lancement de la mise en œuvre de la stratégie au plan national (mars 2005-mai 2007)**

21. Les États membres devraient commencer à mettre en œuvre la stratégie en mars 2005. Le secrétariat de la CEE pourrait fournir une assistance et faciliter l'opération en organisant des réunions sous-régionales (ateliers). Il pourrait aussi élaborer les grandes lignes des rapports intérimaires pour aider les États à les établir.

### **G. Phase 7. Sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (2007-2008)**

22. Les ministres voudront peut-être étudier la progression de la mise en œuvre de la stratégie à partir des rapports nationaux et d'autres rapports sur le même thème (par exemple ceux des ONG).

### **III. BUDGET**

#### **A. Réunions**

23. Selon les critères établis par le Comité des politiques de l'environnement, 18 pays à économie en transition peuvent prétendre à une aide financière: 14 (Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova, Serbie-et-Monténégro, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine) pour la subsistance et le voyage de leurs représentants, et quatre (Bulgarie, Fédération de Russie, ex-République yougoslave de Macédoine et Roumanie) pour leur subsistance uniquement, sous réserve, comme toujours, de l'ouverture de crédits à cette fin.

#### Première réunion de l'équipe spéciale chargée de l'éducation au développement durable

24. Le financement de la participation à une réunion de deux jours sera assuré pour une personne par pays répondant aux critères. Coût total: 35 000 dollars.

#### Trois réunions du groupe de rédaction

25. Le financement de la participation d'une personne par pays répondant aux critères (5 pays au maximum) sera assuré. Coût total: 30 000 dollars. Les États membres pourront proposer d'accueillir une réunion.

#### Réunion conjointe de haut niveau en vue de l'adoption de la stratégie

26. Le financement d'une réunion d'une journée sera assuré pour une personne par pays répondant aux critères. Coût total: 30 000 dollars.

27. Le coût total de l'ensemble des réunions serait de 95 000 dollars.

#### **B. Appui au secrétariat**

28. Le recrutement d'un administrateur de niveau P3 pendant deux ans, de février 2004 à janvier 2006, coûtera 210 000 dollars auxquels il faut ajouter 8 000 dollars de frais de voyage. (Pendant les six derniers mois, l'administrateur sera aussi chargé de préparer la sixième Conférence ministérielle.)

29. Le coût total s'élève donc à 313 000 dollars.

-----